



↑ Dans le quartier de Marda Loop, les constructions sont nombreuses, mais dispendieuses. Photo : Arnaud Barbet



LES PROBLÈMES LIÉS AU LOGEMENT SONT RÉELS. LES GENS ONT DU MAL À SE TROUVER UN APPARTEMENT À LOUER. MAIS CE QUE JE SOUTIENS, C'EST QUE CE N'EST PAS UNIQUEMENT DÙ À L'AUGMENTATION DE L'IMMIGRATION. ON DOIT PRENDRE EN CONSIDÉRATION BIEN D'AUTRES FACTEURS.»

Alejandro Hernández

QUAND LOGEMENT ET IMMIGRATION SONT MIS SOUS TENSION

Depuis janvier dernier, plusieurs analystes et politiciens ont pointé du doigt le taux d'immigration record comme principale cause de la crise du logement qui sévit au Canada et en Alberta. La question mérite toutefois d'être analysée avec davantage de nuances, affirment des experts.

IJL -
RÉSEAU.PRESSE
- LE FRANCO



DOSSIER SPÉCIAL
LOGEMENT



IL FAUT ÉVITER LA RELATION DE CAUSE À EFFET AVEC L'IMMIGRATION. C'EST UNE PENTE GLISSANTE.»

Sandeep Agrawal



GLOSSAIRE

VERTIGINEUX

Très haut, très grand



GABRIELLE AUDET-MICHAUD
JOURNALISTE



Les problèmes liés au logement sont réels. Les gens ont du mal à se trouver un appartement à louer. Mais ce que je soutiens, c'est que ce n'est pas uniquement dû à l'augmentation de l'immigration. On doit prendre en considération bien d'autres facteurs», explique le sociologue Alejandro Hernández qui se spécialise dans les questions d'immigration et de diasporas à l'Université Concordia, à Montréal.

D'après lui, la pénurie actuelle de logements locatifs et l'explosion **vertigineuse** de la valeur des maisons au Canada résultent d'une crise en gestation depuis plusieurs décennies. Parmi les facteurs contributifs, le sociologue évoque «la complexité des bureaucraties municipales, la hausse majeure des taux d'intérêt et la croissance de l'inflation». «Je pense que ce que nous vivons en ce moment est l'effet cumulatif de tout cela», souligne-t-il.

Et, d'ailleurs, dès la fin des années 1980, de nombreux experts anticipaient déjà que le logement deviendrait «un enjeu majeur au pays», précise-t-il.

Une hypothèse qui trouve écho auprès de Sandeep Agrawal, professeur à la *School of Urban and Regional Planning* de l'Université de l'Alberta. Si l'augmentation démographique au pays exerce une «certaine pression» sur la situation actuelle, il soutient que le système était déjà en «déséquilibre depuis plusieurs années». «Il faut éviter la relation de cause à effet avec l'immigration. C'est une pente glissante», mentionne-t-il.

Outre les facteurs précédemment évoqués, il souligne l'impact de la «spéculation immobilière» qui s'est intensifiée dans la province albertaine depuis la pandémie de COVID-19, ainsi que les retards dans la construction attribuables à la pénurie de main-d'œuvre et aux délais dans la livraison des matériaux.

S'EN TENIR AUX FAITS

Malgré les nuances qu'ils apportent, les deux experts disent reconnaître les liens indirects

entre l'augmentation récente de l'immigration et la crise de logement. Ils insistent toutefois sur la nécessité de s'appuyer sur des données concrètes pour analyser la situation. «C'est important de s'en tenir aux faits», rappelle Alejandro Hernández.

En date du 1^{er} juillet 2023, l'augmentation annuelle de la population canadienne était chiffrée à 1 158 705 personnes par Statistique Canada. Cette croissance, la plus élevée enregistrée sur une période de douze mois depuis plus de soixante-cinq ans, était attribuable à 97,6% à l'immigration. Pour cette même période, l'Alberta a connu la plus forte croissance (4%) parmi les provinces et territoires canadiens, toujours selon l'agence du gouvernement fédéral.

Les inquiétudes suscitées par cette expansion démographique soudaine ont été partagées par de nombreux observateurs au cours des derniers mois. Une étude publiée par la Banque Nationale le 15 janvier 2024 a, entre autres, révélé que cette croissance constituait «un obstacle au bien-être économique» du pays.

Le chercheur Sandeep Agrawal souligne, lui aussi, les limites d'un aussi «fort taux d'immigration» qui n'est «pas durable ni cohérent avec l'offre actuelle de logements» et participe à «renforcer» la crise actuelle. D'après lui, les instances gouvernementales canadiennes étaient «très mal préparées» à recevoir cet afflux de nouveaux arrivants. «On voit toujours un écart entre l'offre de logements et la population en croissance et la raison est simple : nous ne construisons pas en anticipant les arrivées des trois ou quatre prochaines années, alors on est toujours pris de court», affirme-t-il.

Comme les économistes de la Banque Nationale le suggèrent, l'expert estime que le gouvernement devrait définir des cibles plus claires, notamment en ce qui concerne les travailleurs temporaires et les étudiants internationaux afin de rétablir une certaine «prévisibilité sur le marché immobilier».

«Si on ne sait pas quels seront nos locataires et acheteurs potentiels au cours des prochaines années, nous ne pourrions pas construire en conséquence et la situation empirera», signale-t-il.

Pour rappel, le ministre de l'Immigration, des Réfugiés et de la Citoyenneté (IRCC) a annoncé en janvier dernier avoir pris la décision de plafonner les demandes de permis d'études à 360 000 pour deux ans, une baisse de 35% en

comparaison avec les chiffres de 2023, mais des cibles n'ont pas encore été définies pour les années subséquentes, ce que déplore l'expert.

L'ALBERTA, PAS COMME LES AUTRES

Bien qu'il reconnaisse que la «mauvaise gestion» de l'immigration ait pu contribuer à la crise du logement dans des métropoles comme Toronto et Vancouver, Alejandro Hernández souligne, quant à lui, l'importance de mettre les chiffres en perspective pour l'Alberta. En effet, la majorité de la croissance démographique dans cette province est attribuable à la migration interprovinciale plutôt qu'à l'immigration internationale.

Au cours de l'année 2022, l'Alberta a, par exemple, enregistré un gain de 56 245 personnes, résultant des échanges de population avec les autres provinces, chiffre le plus élevé jamais enregistré par une province ou un territoire.

«C'est un effet collatéral de la pandémie. Plusieurs résidents de l'Ontario, du Manitoba et de la Colombie-Britannique sont partis ailleurs. L'inconvénient de cela, c'est qu'ils arrivent avec plus d'argent, surpassent les acheteurs locaux et augmentent le prix des maisons», analyse le sociologue.

La province de la rose sauvage doit également tenir compte de l'augmentation du nombre de titulaires de permis de travail temporaire pour comprendre la dynamique actuelle du marché immobilier. Selon l'expert, qui a analysé des tableaux de Statistique Canada, ce chiffre est passé de 41 000 en 2021 à 116 000 en mars 2024 en raison, notamment, des besoins en main-d'œuvre de la province.

À titre comparatif, en 2022, la province a accueilli 84 936 immigrants internationaux. «Tout est relatif, mais je vois des données plus probantes en ce qui concerne l'augmentation des titulaires de permis de travail temporaires et la migration interprovinciale que l'immigration qui est restée assez stable à Alberta», explique-t-il.

Il serait donc fallacieux d'utiliser les immigrants comme seul «bouc émissaire» de la crise du logement en Alberta, conclut-il en rappelant que ce genre de simplification peut aussi encourager la propagation de «discours racistes et xénophobes». ▲



↑ 1. Benoit Frison est un résident du nord-ouest de Calgary. Photo : Courtoisie 2. Janis Irwin est porte-parole du Nouveau Parti démocratique (NPD) de l'Alberta en matière de logement. Photo : Courtoisie - NPD 3. Jason Nixon, ministre des Personnes âgées et des Services communautaires et sociaux pour le Parti conservateur uni (PCU). Photo : Wikimedia Commons, Chris Bolin 4. Fanny Demarteau est navigatrice communautaire à Calgary pour la Fédération des aînés franco-albertains (FAFA). Photo : Courtoisie

À LA FLAMBÉE DES LOYERS, LA RUMEUR D'UN PLAFONNEMENT TEMPORAIRE

Le marché locatif en Alberta poursuit sa lancée historique sans montrer le moindre signe d'essoufflement depuis le début de l'année 2024. Pris dans une situation de plus en plus délicate, certains locataires se retrouvent ainsi confrontés à des augmentations de loyer pouvant atteindre 20 à 50 %... Un enjeu qui ravive le débat autour de la nécessité d'instaurer un plafonnement temporaire des loyers dans la province.

« Une de mes [connaissances] a vu son loyer augmenter de 500\$ du jour au lendemain. Je ne comprends pas pourquoi le gouvernement ne protège pas les gens contre ces abus des propriétaires. Il devrait y avoir une loi pour définir une limite d'augmentation des loyers. Ça n'a pas de sens », s'indigne Benoit Frison, un résident du nord-ouest de Calgary.

Ce dernier met en lumière une tendance qui semble se généraliser dans la province. L'Alberta occupe actuellement la position de tête au pays avec un taux de croissance annuel de 18,3% pour ses appartements et condominiums construits à des fins locatives, selon un rapport de Rentals.ca.

« Je décrirais la situation comme très préoccupante. À Calgary et à Edmonton, les loyers augmentent plus rapidement que dans n'importe quelle autre grande ville canadienne », résume à son tour Janis Irwin, porte-parole du Nouveau Parti démocratique (NPD) de l'Alberta en matière de logement.

Pour répondre à cette problématique, la députée a proposé, en décembre dernier, un projet de loi visant à instaurer un contrôle temporaire des loyers. Son objectif : offrir un répit aux locataires et empêcher certains propriétaires de profiter **indûment** de la hausse de la demande sur le marché immobilier.

Un premier plafonnement sur deux ans aurait gelé les augmentations à 2%. Par la suite, un taux légèrement plus élevé, aligné sur le niveau d'inflation de la province, mais ne dépassant pas 5% de croissance annuelle, aurait été instauré pour les deux années suivantes.

« En ce moment, il y a des personnes qui font face à des augmentations de 20, 30, même 50%. C'est insoutenable pour le citoyen moyen. Dans les deux métropoles c'est pire, mais la situation touche aussi Lloydminster, Red, Deer et Grande Prairie », fait valoir le député de la circonscription d'Edmonton-Highlands-Norwood.

La ville de Lloydminster, située à la frontière entre l'Alberta et la Saskatchewan, a par exemple enregistré un taux de croissance de 27,2% au cours de la dernière année, indique Rentals.ca.

PROVINCIAL

\$ ÉCONOMIE

IJL - RÉSEAU.PRESSE - LE FRANCO

DOSSIER SPÉCIAL LOGEMENT

GLOSSAIRE INDÛMENT À tort

GABRIELLE AUDET-MICHAUD JOURNALISTE

RÉTICENCE ET CHAMAILLAGE

Néanmoins, l'idée d'un plafonnement trouve peu d'écho chez les Conservateurs unis. Depuis son dépôt, le projet de loi du NPD a été critiqué à plusieurs reprises par le ministre des Personnes âgées et des Services communautaires et sociaux, Jason Nixon, qui a réitéré sa position le 16 mai, lors d'une conférence de presse : « Le problème avec le plafonnement [...], c'est qu'on va peut-être voir un soulagement de courte durée au début, mais au final, on pourra constater plus d'évictions, de sans-abris et moins de construction de logements qu'en ce moment ». Le Parti conservateur uni (PCU) a finalement voté contre le projet de loi le 23 avril dernier.

Janis Irwin, de son côté, critique la rhétorique « répétitive » de son adversaire, estimant qu'elle est non seulement « obsolète », mais qu'elle ne propose pas de « solution concrète ». « Le défi que nous rencontrons avec ce gouvernement, c'est qu'ils répètent qu'ils ne sont pas intéressés par un plafonnement des loyers. Ma réponse est : Alors que faites-vous ? [...] Les plafonds de loyers ne sont qu'une partie de la solution pour répondre à la crise du logement », explique-t-elle.

D'après le PCU, l'alternative la plus réaliste pour se sortir de la crise actuelle est de construire davantage de logements en accroissant notamment « leur vitesse de construction ». Le ministère de Nixon a annoncé 75 millions de dollars pour subventionner quarante-huit fournisseurs de logements communautaires et aider 110 000 Albertains à se loger.

Le PCU avait aussi annoncé, dans son plus récent budget, vouloir élargir le programme d'aide à la location pour les personnes à faible revenu afin de soutenir 550 ménages supplémentaires, portant le total à 12 700. Des investissements qui sont jugés « insuffisants » par le NPD.

DES APPRÉHENSIONS AVÉRÉES?

Le Parti conservateur uni n'est pas seul à s'opposer à un plafonnement temporaire des loyers. L'Association des propriétaires résidentiels de l'Alberta (ARLA) se positionne également « à l'encontre » de toute forme de contrôle sur le loyer, bien qu'elle ait refusé de fournir des explications détaillées à cet égard à la rédaction.

Janis Irwin exprime sa perplexité face à cette résistance. Elle a du mal à comprendre pourquoi certaines instances albertaines se montrent aussi réticentes à instaurer un système de régulation des loyers, alors que d'autres juridictions

canadiennes le font « de manière efficace ».

« Vancouver et Toronto sont deux villes où il y a un contrôle des loyers et ce n'est pas problématique », exprime-t-elle. En effet, plusieurs provinces canadiennes, dont l'Ontario, le Manitoba et la Colombie-Britannique, ont mis en place des mécanismes pour éviter que les locataires se retrouvent avec des augmentations excessives. Au Québec, bien qu'il n'y ait pas de plafond fixe, les locataires ont également la possibilité de négocier les augmentations chaque année avec les propriétaires.

D'après Jason Nixon, il serait malhonnête de prendre les villes ontariennes et britannico-colombiennes en exemple en ce qui concerne le plafonnement puisqu'elles affichent « des plus hauts loyers au pays ». « Ça démontre bien que le contrôle de loyer ne fonctionne pas », insiste-t-il. À l'inverse, les grandes villes albertaines, elles, continuent d'afficher des taux mensuels « abordables », argumente-t-il.

Les villes de l'Ontario et de la Colombie-Britannique occupent en effet les quatorze premières places du classement national pour les loyers, avec une moyenne de près de 2 756\$ par mois pour un logement de deux chambres. Calgary et Edmonton arrivent respectivement aux 23^e et 31^e rangs de ce même classement, avec des prix moyens de 2 100\$ et de 1 654\$ pour des logis similaires.

Par contre, les villes de Nanaimo, Montréal et Winnipeg se classent à proximité des métropoles albertaines (entre les 19^e et 30^e rangs) malgré qu'elles exercent, à l'inverse, un certain plafonnement sur le loyer.

DES ÉCHOS DES FRANCO-ALBERTAINS

Pour Benoit Frison, la question est claire, « ce n'est certainement pas le gouvernement de Danielle Smith » qui va instaurer un système permettant d'éviter les « gigantesques augmentations que l'on subit en ce moment ». Pourtant, le besoin se fait « de plus en plus » ressentir, mentionne-t-il. À Red Deer, certains logements qui valaient 500\$, il y a encore quelques années, se retrouvent affichés au double et même au triple de ce prix, témoigne, quant à elle, Sophie Simard.

Celle qui travaille comme agente de liaison communautaire pour Francophonie Albertaine Plurielle (FRAP) remarque avoir de plus en plus de difficultés à aider sa clientèle à se trouver un toit. « Je suis sur Kijiji, Marketplace, Zumper pour essayer d'aider les gens, mais quand il y a un appartement, ça reste jamais longtemps affiché », témoigne-t-elle.

Récemment, une mère qu'elle a l'habitude de côtoyer a même vu son loyer augmenter de plus de 300\$. « Elle me disait : « Sophie, je n'ai aucune idée de comment je vais faire pour survivre », se remémore la travailleuse communautaire.

À Calgary et Edmonton, les augmentations de loyer sont également fréquentes et élevées. Les populations vulnérables en sont directement impactées, ce qui exerce une pression sur le logement abordable, raconte Fanny Demarteau, une navigatrice communautaire qui travaille pour la Fédération des aînés franco-albertains (FAFA). Elle fait d'ailleurs remarquer que la majorité des établissements réservés aux personnes âgées ont actuellement des « listes d'attente ».

« Dans mon rôle, j'essaie d'améliorer la situation des aînés et trouver des solutions », explique-t-elle. Les demandes pour le programme de soutien au loyer sont fréquentes et offrent bien un certain « répit », mais il n'y a pas « grand-chose d'autre » à faire contre l'augmentation des loyers. « Il n'y a pas de loi qui régit ça », rappelle-t-elle.

Les personnes âgées, qui comptent majoritairement sur le Régime de pension du Canada pour payer leur loyer, se retrouvent donc souvent à « la merci » des propriétaires. Même des augmentations jugées plutôt basses par le commun des mortels peuvent avoir des effets dévastateurs. « L'année dernière, on m'a augmenté de 8% et cette année de 9%. D'après mes calculs, ça m'amène à environ 80\$ de plus par mois », analyse Louis Pominville, un résident de la villa Jean-Toupin à Calgary.

« Ça m'affecte beaucoup parce que mon revenu, lui, n'a pas augmenté d'aucune façon. On est dans le trou », témoigne-t-il. Avec une pension annuelle qui se chiffre à environ 26 000\$ et un loyer qui dépasse désormais la barre des 10 000\$, la marge d'erreur est assez basse. « Ce n'est pas possible de vivre avec ça », lance enfin cet aîné avec l'espoir que ses paroles trouveront écho. ▲

L'AUTONOMIE PROVINCIALE SOUS FOND DE CRISE DU LOGEMENT

Les annonces récentes de financement en matière de logement, dévoilées dans le cadre du budget fédéral 2024, ont ravivé les tensions entre l'Alberta et Ottawa en ce qui concerne le partage des compétences. Dans l'objectif de défendre ses prérogatives, le gouvernement conservateur uni a d'ailleurs tablé sur un nouveau projet de loi à saveur autonomiste le 10 avril dernier. Une décision qui vise, entre autres, à limiter la capacité des municipalités à conclure des accords directs avec le fédéral et qui pourrait aussi avoir un impact fondamental sur la crise du logement.

PROVINCIAL

POLITIQUE

IJL -
RÉSEAU PRESSE
- LE FRANCO



DOSSIER SPÉCIAL
LOGEMENT



LE
GOUVERNEMENT
FÉDÉRAL
S'IMMISCE DANS
LES AFFAIRES
MUNICIPALES
OÙ IL N'A PAS
SA PLACE.»

Ric McIver



GABRIELLE AUDET-MICHAUD
JOURNALISTE

Le budget fédéral a été déposé le 16 avril, plaçant sans surprise la question du logement sous les projecteurs. Avec des investissements totalisant plus de 8,5 milliards de dollars sur cinq ans, le gouvernement espère rendre disponibles 3,87 millions de nouveaux logements d'ici 2031 pour faire face à la crise actuelle.

Si ces annonces ont été accueillies positivement dans la majorité du pays, les conservateurs unis de Danielle Smith ont exprimé certaines réserves. Ils ont notamment soulevé des préoccupations par rapport aux critères imposés par Ottawa pour la distribution des enveloppes. Ils craignent que ces conditions affectent le «zonage et entraînent des délais d'approbation plus longs» pour les projets. Surtout, le gouvernement provincial a émis des objections quant à la tendance du fédéral à contourner les provinces pour octroyer des fonds directement aux municipalités.

«Non seulement le gouvernement fédéral s'immisce dans les affaires municipales où il n'a pas sa place, mais il tente également de contourner l'autorité qui a été accordée aux provinces dans la Constitution. Le projet de loi 18 nous permettra de reprendre le contrôle sur une compétence qui est la nôtre», affirme le ministre albertain des Affaires municipales, Ric McIver.

Déjà, à la fin février, le passage de Justin Trudeau dans la capitale albertaine pour annoncer une enveloppe de 175 millions de dollars destinée à accélérer la construction de logements abordables avait suscité des réactions négatives. «Ces promesses [de financement] sont basées sur l'annulation de 100 ans de planification de l'utilisation des terres et de zonage», résume le ministre.

À la suite d'une analyse ultérieure, le Parti conservateur uni (PCU) aurait identifié 800 autres accords «problématiques» entre les municipalités et le fédéral, mais aucune précision n'a été fournie quant aux raisons de cette classification. Le ministre n'a pas été en mesure d'offrir plus de détails sur le sujet à la rédaction.

UN AGENDA AUTONOMISTE

Le professeur de sciences politiques à



↑ Photo : Alex Pugliese / Unsplash.com

l'Université de l'Alberta, Frédéric Boily, considère que le projet de loi 18 s'inscrit dans la stratégie autonomiste du PCU qui vise à «contrôler le plus de leviers possible au niveau provincial». Il met en évidence les villes d'Edmonton et de Calgary comme les deux principales cibles de ce projet, toutes deux dirigées par des maires aux tendances plus gauchistes que le gouvernement provincial.

Dans cette optique, le PCU cherche à se donner des outils pour éviter que les grandes villes albertaines ne concluent des partenariats contraires aux valeurs conservatrices ou trop alignés sur les ambitions fédérales, notamment en ce qui concerne l'énergie verte. «Je crois que ça pourrait retarder certains projets. Est-ce que ça pourrait les mettre complètement de côté, ça j'en suis moins certain», analyse l'expert en politique canadienne.

Néanmoins, il souligne que la volonté du gouvernement de Danielle Smith de se positionner au centre des décisions impliquant sa province n'est pas contraire à ce qu'on observe ailleurs au pays. Le Québec, par exemple, utilise un mécanisme similaire avec sa *Loi sur le ministère du Conseil exécutif* qui prévoit que les entités sous autorité provinciale obtiennent son accord avant de signer

avec le fédéral.

Il évoque également le rôle joué par le gouvernement de Justin Trudeau qui a incité la province à avancer avec son projet, en ne réussissant pas à s'entendre avec les provinces avant de présenter son budget. «On s'est précipité dans les dernières semaines plutôt que d'amorcer une conversation avec les gouvernements provinciaux. Les libéraux sont presque dans un état de panique pour sauver leur [peau]», analyse Frédéric Boily.

Selon lui, cette course effrénée vise à répondre aux critiques concernant la gestion tardive de la crise du logement par le fédéral.

DES BARRIÈRES, MOINS DE SORTIES DE TERRE

Le gouvernement fédéral indique, quant à lui, que vu l'urgence de la crise du logement, l'introduction de nouvelles procédures administratives risque de poser «de nouveaux obstacles» au financement et pourrait entraîner des retards dans la construction de logements en Alberta. La législation est d'ailleurs en cours d'examen par le cabinet du ministre fédéral du Logement, de l'Infrastructure et des Collectivités afin d'évaluer «tout impact potentiel» pouvant compromettre les efforts déployés.

Randy Boissonnault, le ministre fédéral de l'Emploi, du Développement de la main-d'œuvre et des Langues officielles qui représente la circonscription d'Edmonton Centre, exprime également ses préoccupations quant aux impacts potentiels du projet de loi qui pourrait être mis en œuvre dès le début de l'année 2025.

«C'est une énorme perte de temps, c'est une très mauvaise idée, je l'ai dit directement à la première ministre [Danielle Smith]. Je crains pour les petites villes. Le projet de loi 18 est similaire à la *Loi M-30* au Québec et je peux vous dire que si la province refuse de négocier, l'argent reste [à Ottawa]», affirme-t-il.

Interrogé sur les critères imposés par son gouvernement dans le budget 2024 pour autoriser la construction de nouveaux logements, le ministre fédéral se fait catégorique, soulignant que plutôt que d'ajouter une étape de bureaucratie,



LES LIBÉRAUX
SONT PRESQUE
DANS UN ÉTAT DE
PANIQUE POUR
SAUVER LEUR
[PEAU].»

Frédéric Boily



LES PRIORITÉS
PROVINCIALES
SEMBLENT
IDÉOLOGIQUES
ET J'ESPÈRE
QUE NOUS
POURRONS
NOUS EN
REMETTRE AUX
FAITS POUR LE
BIEN DE NOS
CITOYENS»

Jyoti Gondek

CHANTALLA LOUIS

JOURNALISTE



Lieu historique national du
Fort-Walsh

Faites le plein d'histoires

306-662-3590

parcs.canada.ca/fortwalsh

cela permettra «de raccourcir le temps de construction».

«Les permis [prennent] trop de temps, le zonage [prend] trop de temps... On parle de deux à trois ans pour avoir un changement dans le zonage. Avec le catalogue de dessins préapprouvés, ça va raccourcir [les délais]», précise-t-il.

Il souligne également «l'ironie» de voir le PCU «emballer les villes de restrictions supplémentaires» à travers ce projet de loi, alors que ce même gouvernement se targue d'être «anti-bureaucratie» et a même désigné un ministre chargé de réduire les restrictions et les délais réglementaires dans la province.

PROBLÈMES DE COMMUNICATION

La mairesse de Calgary, Jyoti Gondek, exprime des préoccupations similaires. Elle rappelle que le Québec dispose d'un département entier dédié à l'analyse des accords entre les entités provinciales et le fédéral. Malgré l'ampleur de cet «appareil bureaucratique», certains financements, comme l'initiative pour la création rapide de logements et le Fonds pour accélérer la construction de logements, n'ont pas été alloués aux villes québécoises «aussi rapidement qu'ils auraient pu l'être».

«J'espère que nous n'aurons pas le même problème», témoigne-t-elle.

Elle déplore également le manque de consultations préalables concernant les répercussions potentielles de l'édification d'un tel projet de loi sur les municipalités, ainsi que le manque de transparence quant aux raisons pour lesquelles 800 accords «sont jugés problématiques» par le provincial. «Il y a beaucoup d'incertitudes; nous ignorons ce qui pose problème et pourquoi. En fait, les priorités provinciales semblent idéologiques et j'espère que nous pourrions nous en remettre aux faits pour le bien de nos citoyens», mentionne-t-elle.

Même si elle dénonce l'agenda idéo-

logique du PCU qui pourrait entraver la capacité des villes à «agir rapidement sur la question du logement», dit-elle, la mairesse rappelle que le gouvernement fédéral a lui aussi omis de consulter les municipalités concernant les critères qu'il allait imposer dans son budget pour le logement.

«Le message que je veux lancer, c'est: "parlez-nous". On connaît nos dossiers. Sans l'engagement municipal dans les décisions concernant le financement, vous ne pouvez pas faire les choses correctement», lance-t-elle. Et bien qu'elle estime que les annonces prévues dans le budget soient positives pour la ville de Calgary, un premier effort devra être accompli pour examiner les conditions mises en place pour avoir accès aux fonds, ajoute-t-elle.

D'après le ministre provincial Ric McIver, la mairesse de Calgary et son homologue à Edmonton, qui tient un discours similaire à cette dernière, font fausse route lorsqu'ils suggèrent que le projet de loi 18 ajoutera de la paperasse et causera un ralentissement dans l'octroi des fonds pour le logement.

«Au contraire, nous allons les débarrasser du fardeau du gouvernement fédéral qui essaie de dicter leurs besoins et qui attache des conditions aux enveloppes, ce qu'il n'a aucun droit de faire», soutient-il.

DÉNONCER UN TRAITEMENT «INÉQUITABLE»

Le ministre des Affaires municipales renchérit en rappelant que la province cherchera également à obtenir «sa juste part de fonds» auprès du fédéral afin d'avoir davantage d'argent à investir au sein des métropoles. Selon ses calculs, la province albertaine devrait normalement recevoir «quatre fois plus» que ce qui lui a été octroyé au cours des derniers mois dans les ententes conclues avec Edmonton et Calgary.

«Nous sommes lésés une fois de plus, comme ça a été le cas tant de fois



↑ Photo : Arnaud Barbet



«
SILLES
PROVINCES
VEULENT SE
POSITIONNER
POUR ÊTRE
MAÎTRES DU
LOGEMENT ET
[S'ENTENDRE]
SUR UNE
ENTENTE 50/50,
ON EST PRÊTS
À JOUER.»
Randy Boissonnault

auparavant», s'indigne-t-il en précisant que la Colombie-Britannique a reçu «2 milliards de dollars, soit dix fois plus que l'Alberta» au cours du mois de février.

Randy Boissonnault s'étonne, quant à lui, d'entendre le ministre albertain des Affaires municipales évoquer la supposée iniquité de l'argent distribué aux provinces dans le cadre du programme de logement abordable, qui n'est pas alloué à travers une répartition par habitant, mais plutôt de manière compétitive.

«Les villes qui mettent plus de pain su la planche reçoivent plus de beurre. Je surveille de très près les 12 à 16% qu'on doit donner à l'Alberta, basé [sur l'idée] qu'on est 12% de la population, mais 16% du produit intérieur brut (PIB)», affirme-t-il.

Enfin, il souligne que si l'Alberta veut contester le financement que reçoivent le Québec ou la Colombie-Britannique, elle n'a qu'à apporter à son tour une contribution significative pour le logement abordable et le fédéral se fera un plaisir d'équilibrer. «Si les provinces veulent se positionner pour être maîtres du logement et [s'entendre] sur une entente 50/50, on est prêts à jouer», assume-t-il. ▲

Le projet de loi 18 vise à obliger les entités provinciales (dont les municipalités) à obtenir la permission du gouvernement provincial avant de conclure des accords avec le fédéral. Les établissements postsecondaires pourraient aussi être visés par ces mesures, «un territoire inconnu» d'après Frédéric Boily.



GLOSSAIRE

LÉSER

Désavantager



INTÉGRATION

entrepreneuriale réussie

SERVICE D'ACCOMPAGNEMENT
POUR RÉSIDENTS PERMANENTS

CONSEILS, RESSOURCES,
FORMATIONS.

Contactez-nous dès maintenant pour
prendre rendez-vous avec l'un de nos
conseillers : info@parallele-ab.ca.



Financé par :

Funded by:

Immigration, Réfugiés
et Citoyenneté Canada

Immigration, Refugees
and Citizenship Canada



↑ Un autre aménagement de cuisine proposé dans un appartement du Cornerstone.
Photo : Justine Leblond



↑ L'immeuble avec des touches de couleurs est un ancien regroupement de bureaux. Le Cube a été converti en logements par Strategic Group en 2019. Photo : Justine Leblond

CONVERTIR DES BUREAUX POUR RÉPONDRE À LA CRISE DU LOGEMENT

Pour faire face à la crise du logement, la mairie de Calgary mène, depuis deux ans, un plan de réhabilitation de son centre-ville, dont l'objectif est de convertir en appartements les nombreux immeubles de bureaux vides.



IJL -
RÉSEAU.PRESSE
- LE FRANCO



DOSSIER SPÉCIAL
LOGEMENT

JUSTINE LEBLOND
JOURNALISTE

Personne ne devinerait, en passant devant le Cornerstone, dans le centre-ville de Calgary, que le bâtiment, dorénavant résidentiel, était un ancien immeuble de bureaux. À l'intérieur, les logements ressemblent à des appartements neufs avec, en prime, de grandes fenêtres et une lumière du jour qui traverse le logement de part en part.

Cet immeuble a été converti en résidences par Maxim Olshevsky, le président-directeur général des groupes immobiliers Peoplefirst Developments et Astra Group. «On a commencé ce projet en 2022. C'est une conversion d'une tour de bureaux de 130 000 pieds carrés.» La façade a été entièrement refaite, des balcons ont même été bâtis. «Ce projet va abriter environ 112 logements, de deux ou trois chambres. Jusqu'à 500 personnes pourront vivre ici», complète le promoteur. Les premiers locataires investissent les lieux en avril, avec un loyer mensuel dans la moyenne du marché actuel du neuf : entre 2 000\$ et 2 900\$ pour un deux chambres et une salle de bain.

La ville de Calgary bat le record de l'augmentation des loyers pour l'année 2023, avec une hausse de plus de 14%. Il faut dire que les offres sont peu nombreuses sur le marché. «Nous avons plus de demandes que d'inventaires», commente Paula Leemans, agente immobilière depuis plus de 25 ans en Alberta. «Les logements à vendre se vendent tous très rapidement, nous sommes pratiquement

toujours en **offres multiples**.»

«Les appartements neufs sont toujours relativement plus chers. Quand on regarde les prix des condos, ils ont augmenté, d'après les dernières données, d'environ 15% en un an. Le coût des loyers augmente aussi, mais c'est à cause de la pression forte qu'on a sur la demande», ajoute Charles Saint-Arnaud, économiste en chef chez Alberta Central.

MOINS GOURMANDS EN RESSOURCES

Le Cornerstone est loin d'être le premier gratte-ciel à être converti en logements dans le centre de Calgary. Quelques rues plus loin, il y a le Cube - 65 appartements -, un projet terminé en 2019 par Ken Toews, vice-président de Strategic Group.

À l'intérieur du bâtiment, seuls les ascenseurs du sous-sol et le stationnement ont été conservés. «Nous voulons que les conversions donnent l'impression d'un bâtiment flambant neuf», explique Ken Toews pendant une visite.

«Il a clairement fallu modifier certains plans d'appartements pour que ça marche, il y a une plus grande variété de modèles en raison de la configuration du bâtiment. Ici, par exemple, il y avait une sortie de secours à l'entrée et l'appartement prévu dans cette partie ne s'y insèrait pas. Nous avons donc dû totalement réaménager. Il faut vraiment être capable de s'adapter pour que ça fonctionne!», montre le promoteur.

L'un des avantages mis en avant par les groupes immobiliers, en plus du temps gagné en ayant un bâtiment déjà construit, c'est l'aspect environnemental. «Les quatre bâtiments que nous convertissons en ce moment représentent 17 000 tonnes de gaz à effet de serre.

Nous les conservons et environ 60 000 tonnes de matériaux de construction ne partiront pas à la décharge. La conversion d'un bâtiment par rapport à la construction d'une maison est très différente», détaille Ken Toews.

UNE SOLUTION PARMİ D'AUTRES

Pour Paule Leemans, convertir des bureaux vides en logements participe à augmenter l'offre disponible même si cela ne suffira pas. «Compte tenu des défis actuels en matière d'approvisionnement et du temps nécessaire pour la conversion, ces efforts ne seront probablement pas suffisants pour satisfaire tous les besoins en demande dans notre ville», analyse l'agente immobilière. Plus de 202 000 nouveaux résidents ont rejoint la province au cours de 2023, une hausse record pour l'Alberta.

Selon l'économiste Charles Saint-Arnaud, les conversions de bureaux vides en logements, «ça fait partie de la solution, mais ce n'est pas la seule, car ça demande énormément de nouveaux logements pour accueillir tous les nouveaux résidents, donc la construction immobilière ne peut pas suivre le même rythme».

Plus de douze tours de bureaux sont en train d'être converties en logements à Calgary dans le cadre du plan de réhabilitation du centre-ville lancé, il y a deux ans, par la mairie, à une époque où le centre-ville avait atteint un pic avec un taux d'inoccupation de 34%. Depuis 2014, le centre-ville est désert.

«C'est quand le secteur du pétrole et du gaz a commencé à entrer en récession, alors que notre centre-ville était en grande partie aménagé pour accueillir des bureaux commerciaux de cette industrie», explique Natalie Marchut, directrice du développement stratégique du centre-ville à la mairie de Calgary.

Pour redynamiser le centre-ville et apporter une réponse à la crise du logement, la Ville offre aux propriétaires immobiliers 75\$ pour chaque mètre carré d'espace de bureau transformé. «On est désormais à 29 % de bureaux vacants, ce qui est une bonne nouvelle. Notre objectif est de convertir six millions de pieds carrés de bureaux dans le centre-ville d'ici 2031, nous avons un plan établi sur dix ans», détaille Natalie Marchut.

Personne ne s'en cache, convertir des bureaux vides en logements sera loin de suffire pour faire face à la crise immobilière actuelle, la plus importante de l'histoire du Canada. Cela fait toutefois partie de la solution : de plus en plus de grandes villes canadiennes, comme Toronto et Vancouver, s'inspirent de l'exemple de Calgary. ▲



«
NOUS AVONS PLUS DE DEMANDES QUE D'INVENTAIRES.»
Paula Leemans



«
NOUS VOULONS QUE LES CONVERSIONS DONNENT L'IMPRESSION D'UN BÂTIMENT FLAMBERT NEUF.»
Ken Toews

«
NOTRE OBJECTIF EST DE CONVERTIR SIX MILLIONS DE PIEDS CARRÉS DE BUREAUX DANS LE CENTRE-VILLE D'ICI 2031.»
Natalie Marchut

LEFRANCO Concours

L'équipe du journal *Le Franco* remercie tous les participants à notre concours «Abonnement».

VOICI LES GAGNANTS ET, BIEN SÛR, LES PRIX QU'ILS RECEVRONT DANS LES PROCHAINS JOURS :

- **Jean-Yves Vannier-Verbeek** : une tablette Samsung Galaxy TAB a9
- **Serge Gilbert** : une montre intelligente Fitbit
- **Céline Pétrizot** : un casque d'écoute
- **Huguette Schweiger** : une carte-cadeau UBER EAT d'une valeur de 100\$
- **Nathalie Morin** : une carte-cadeau UBER EAT d'une valeur de 100\$
- **Samuel Lozier** : une carte-cadeau APPLE d'une valeur de 50\$
- **Sylvia Courteau** : une carte-cadeau APPLE d'une valeur de 50\$

Merci pour votre soutien!
La rédaction



Balayez le code QR et retrouvez-nous sur lefranco.ab.ca

GLOSSAIRE

OFFRES MULTIPLES
Plusieurs offres d'achat sont effectuées pour un bien, ce qui entraîne à la hausse le prix de vente initialement demandé.



↑ Ramiro et Myrna ont quitté Calgary, direction le sud de la province et Lethbridge, pour y trouver un logement à bon prix. Photo : Courtoisie



↑ Nadine Faule est une courtière immobilière dans la grande région de Calgary. Photo : Courtoisie

L'EXODE URBAIN, LA QUÊTE DES CITADINS POUR UN LOGEMENT ABORDABLE

Forcés à l'exil, de nombreux Franco-Albertains quittent Calgary ces jours-ci, incapables de trouver un logement ou d'acquérir une maison à un prix décent. Si Edmonton attire certains citadins en quête de prix abordables, d'autres villes telles que Lethbridge et Medicine Hat commencent également à recevoir un afflux de nouveaux résidents.

PROVINCIAL

\$ ÉCONOMIE

IJL - RÉSEAU.PRESSE - LE FRANCO

DOSSIER SPÉCIAL LOGEMENT

LES MAGASINS FERMENT À VINGT-ET-UNE HEURES, ALORS ON N'A MÊME PAS LE TEMPS DE SORTIR ET DE DÉPENSER L'ARGENT QUE L'ON N'A PAS. C'EST BIEN, C'EST UN ENDROIT TRÈS FAMILIAL.»

Ramiro Najera

GABRIELLE AUDET-MICHAUD JOURNALISTE

« Le coût de la vie était devenu trop cher pour nous à Calgary et comme on avait des amis à Lethbridge, on s'est dit que ce serait le temps d'y déménager. On est très heureux de notre décision », résume Ramiro Najera, un père de famille qui s'est relocalisé dans le sud de la province avec sa femme, Myrna, et ses enfants au début de l'année 2024.

Comme tant d'autres, leur départ a été précipité par une hausse soudaine et considérable de leur loyer qui les a obligés à revoir leur ordre de priorités. « De notre côté, c'était une augmentation de 60% qui nous aurait amenés à un loyer de 2100\$ par mois », relate-t-il.

Heureusement, le couple, qui travaille dans les secteurs du service à la clientèle et de la restauration, avait la souplesse nécessaire pour décrocher un nouvel emploi dans sa nouvelle localité. Ils ont également réussi à dénicher un loyer affiché à 1300\$, un montant similaire à ce qu'ils déboursaient autrefois dans la métropole albertaine. « J'ai entendu toutes sortes d'histoires par rapport à l'augmentation des loyers, mais c'est différent quand ça vous impacte directement », lance Ramiro.

Malgré le déracinement, l'intégration dans leur nouvelle communauté se déroule plutôt bien pour les Najera. Lethbridge offre moins d'activités et est « beaucoup plus tranquille » que Calgary, mais cela permet à la famille de faire des économies. « Les magasins ferment à vingt-et-une heures, alors on n'a même pas le temps de sortir et de dépenser l'argent que l'on n'a pas. C'est bien, c'est un endroit très familial », mentionne-t-il avec une pointe d'humour.

UNE TENDANCE EN CROISSANCE

La courtière immobilière Nadine Faule, qui se spécialise dans la relocalisation de francophones à Calgary, voit de plus en plus de clients s'éloigner de Calgary pour trouver du logement. Lethbridge,

« LE [FOSSÉ] ENTRE LES PRIX À CALGARY ET CEUX DE SES ENVIRONS S'EST CONSIDÉRABLEMENT RÉDUIT. »

Nadine Faule



« LES PRIX ONT COMPLÈTEMENT BASCULÉ [...]. ÇA A MONTÉ, MONTÉ, MONTÉ. »

Evelia Magalí Careaga

GLOSSAIRE

ÉPLUCHER

Examiner avec soin

Medicine Hat et Drumheller sont parmi les destinations les plus prisées ces temps-ci, tandis que les régions environnantes de la métropole, comme Cochrane ou Okotoks, deviennent également de moins en moins accessibles en termes d'abordabilité.

« Le [fossé] entre les prix à Calgary et ceux de ses environs s'est considérablement réduit. C'est pourquoi les gens cherchent maintenant à s'éloigner encore davantage pour trouver des prix abordables », résume-t-elle.

Si certains locataires fuient Calgary pour trouver des loyers moins onéreux en région, les acheteurs emboîtent également le pas, face à la courbe de croissance phénoménale des prix des maisons. D'après le dernier rapport publié par Royal LePage en avril, le prix moyen des maisons à Calgary a grimpé de 9,7% en un an pour atteindre 676 400 \$ au premier trimestre de 2024.

« Les prix ont tellement augmen-

té dans les dernières années que si les gens ont un budget en dessous de 350 000\$ et qu'ils ne veulent pas vivre dans un appartement ou dans le nord-est de la ville, ils ne peuvent juste plus acheter », raconte la courtière.

Evelia Magalí Careaga et son conjoint ont vu cette explosion des prix les exclure du marché au cours des dernières années. Le couple et ses enfants avaient quitté Montréal, il y a deux ans, dans l'espoir de se trouver une maison moins dispendieuse à Calgary, mais l'abordabilité qui les avait attirés s'est presque totalement dissipée depuis.

« Quand on est arrivés, les maisons n'étaient pas trop chères, alors on a décidé d'attendre et de voir si on s'adapterait à la ville avant d'acheter, mais les prix ont complètement basculé depuis. Ça a monté, monté, monté », explique-t-elle.

SE LOGER VIENT AVEC DES SACRIFICES

Le couple envisage désormais de quitter vers Edmonton pour trouver une maison individuelle à un prix décent. Selon les évaluations, ces domiciles se situent à un prix médian de 485 500\$ dans la capitale, bien en deçà des 774 000\$ auxquels on peut s'attendre à Calgary. Mais leur décision n'est pas encore définitive puisqu'elle exigerait un nouvel exil pour cette famille de quatre.

« Quand on compare le prix des maisons avec quatre chambres, on se rend compte qu'à Edmonton, c'est vraiment plus dans notre budget, mais, moi, je préfère rester ici », explique Evelia.

Il y aurait encore la possibilité d'acheter à Calgary, mais si la famille choisit cette option, elle devra faire de grands compromis sur l'espace et trouver un logement de deux chambres. « J'ai deux enfants et ils vont grandir. Pour le prix que je peux payer, nous n'aurions pas d'autre choix que d'avoir seulement deux pièces et ça ne fonctionne pas sur le long terme », ajoute-t-elle.

Evelia et son conjoint s'accordent jusqu'à la fin mai pour évaluer leurs options, **éplucher** les offres d'emploi à Edmonton et déterminer ce qui sera le mieux pour leur famille : sacrifier de l'espace ou s'aventurer dans une nouvelle ville. « Quand tu es découragé, tu veux juste partir, mais c'est important de faire ses recherches pour prendre la meilleure décision possible », lance-t-elle enfin. ▲

Gouvernement du CanadaGovernment of Canada

INVITATION À SOUMETTRE UNE EXPRESSION D'INTÉRÊT CONCERNANT LA DISPONIBILITÉ DE LOCAUX À LOUER À EDMONTON (ALBERTA)

NUMÉRO DE DOSSIER : 81002445

Services publics et Approvisionnement Canada invite toutes les parties intéressées à soumettre une réponse, au plus tard le 8 mai 2024, concernant la disponibilité de locaux à bureaux, de locaux d'entreposage et d'une enceinte à louer dans des immeubles à Edmonton, pour un bail de 10 ans débutant le ou vers le 1^{er} avril 2027.

Pour voir la version intégrale de cette invitation, consultez le site AchatsCanada à <https://canadabuys.canada.ca/fr> ou communiquez avec Sheena Collins au 780-907-4786 ou à sheena.collins@tpsgc-pwgsc.gc.ca.

Canada

PARCOURS ENTREPRISE



Services gratuits
d'accompagnement
sur mesure



PARCOURS EMPLOI





↑ Photo : Aman Shrestha / Unsplash.com

La santé en français:
Essentiel !

780-466-9816

rsa-ab.ca

8627, rue Marie-Anne-Gaboury
Bureau 304A
Edmonton Alberta T6C 3N1

RÉSEAU SANTÉ ALBERTA

Tout pour améliorer
l'accès aux services
de santé en français

Ces pages sont les vôtres. Le Franco permet à ses lecteurs et lectrices de prendre la parole pour exprimer leurs opinions. Gaétane Pelletier-Lucsanszky est une retraitée qui vit en Alberta depuis une trentaine d'années. Elle aime lire, écrire et peindre. Dans sa vie, elle a occupé différents postes professionnels, allant de secrétaire à l'Université de Montréal durant plusieurs années à peintre en bâtiment avec son mari. Toutes les expériences de sa vie lui ont apporté beaucoup. Aujourd'hui, elle a surtout envie d'écrire, car elle sent que les difficultés qu'elle connaît sont aussi le lot de tous. En partageant son vécu, elle espère permettre une prise de conscience collective plus rapide sans laquelle aucun changement ne sera possible. Elle ne déplore jamais quoi que ce soit sans apporter de suggestions positives.

OBSOLESCENCE PROGRAMMÉE... PAS PLUS RICHE

Malgré que nous ayons accès à tous les équipements électriques dont nous avons besoin et à des prix encore abordables, nos appareils sont fabriqués pour tomber en panne peu de temps après la fin de la garantie afin que nous courions en acheter d'autres. Ce crime invisible agit contre les droits humains et ceux de l'environnement.



↑ Gaétane Pelletier-Lucsanszky.
Photo : Courtoisie

Je me souviens avoir changé la corde et la fiche de mon fer à repasser qui m'a duré ensuite un autre dix ans. Aujourd'hui, souvent les appareils sont conçus indémontables. On y pose des vis d'un modèle qui ne correspond pas aux tournevis courants sur le marché, on les assemble en rivant les pièces au lieu de les visser ou on vous donne accès aux pièces sur le marché seulement durant quelques années. J'ai déjà dû me départir d'un hache-viande électrique, car j'avais perdu le couteau et les couteaux de ce modèle n'étaient plus sur le marché. Un autre truc pour vous faire jeter, c'est le refus de mettre à jour les logiciels après quelques années. J'ai déjà dû me départir d'une très bonne imprimante laser noir et blanc, car son logiciel n'était plus configurable avec mon nouvel ordinateur!

OÙ SONT LES INSTRUCTIONS?
Les livres d'instruction ne se trouvent souvent plus dans la boîte de votre nouvel appareil comme c'est le cas de mon

imprimante actuelle. Vous le trouvez, dans le meilleur des cas, sur Internet, mais ce n'est pas toujours aisé.

Un bon livre d'instruction doit contenir la photo et la liste des pièces, la liste des outils d'entretien fournis, l'explication des codes lumineux et clignotants de votre appareil. Il doit prévoir tout dysfonctionnement possible et expliquer quoi faire dans chacun des cas.

APRÈS LA GARANTIE
Une fois la garantie finie, et si vous n'arrivez pas à régler seul votre problème, toute compagnie devrait engager sur votre continent des guides qui vous expliqueront quoi faire et comment faire.

Présentement, dans l'après-garantie, vous vous trouvez en contact avec un technicien qui est difficile à comprendre et qui parle dans un environnement très bruyant quand son ton n'est pas supérieur et méprisant. La facturation de son service n'est pas annoncée d'avance, mais à mesure qu'il vous parle, ce qui fait qu'il est bien difficile à distinguer d'un malfaiteur.

Il devrait y avoir également un centre de réparation où poster ou apporter votre appareil pour réparation. La **réputation** des appareils devrait être évaluée d'après la qualité et le service après-vente. Pour un tel service, je n'hésiterais pas à payer un montant raisonnable par année ou par mois. ▲

GLOSSAIRE
RÉPUTATION
Image, opinion
publique

L'UNI THÉÂTRE

9 AU 11 MAI 2024 19H30 | ET MATINÉE LES 11 ET 12 MAI À 13H30

TROUTSTANLEY

TEXTE **CLAUDIA DEY**

TRADUCTION **MANON ST-JULES**

MISE EN SCÈNE **HUGUES FRENETTE**

ASSISTANCE À LA MISE EN SCÈNE **THOMAS ROYER**

DISTRIBUTION **STÉFANELLE AUGER, STEVE JODOIN ET MÉLISSA MERLO**

SCÉNOGRAPHIE **VANO HOTTON**

TRAME SONORE **JASON KODIE**

COSTUMES **CAMILLE PARIS**

DIRECTION DE PRODUCTION **LAURIE SALVAIL**

EN CO-PRODUCTION AVEC

T	N	P
---	---	---

BILLETS **WWW.LUNITHEATRE.CA**

THÉÂTRE SERVUS CREDIT UNION (LA CITÉ FRANCOPHONE) 8627 RUE MARIE-ANNE GABOURY



↑ Sylvianne Maisonneuve, présidente de la Fédération des conseils scolaires francophones de l'Alberta (FCSFA). Photo : Nozomi Kamei

30 ANS D'ÉDUCATION FRANCOPHONE

Le samedi 20 avril 2024 s'est tenue la soirée de célébration et de retrouvailles du 30^e anniversaire de la gestion scolaire francophone en Alberta. L'atmosphère était à la fête lorsque 176 invités de partout en province se sont rassemblés pour célébrer ce jalon important de l'éducation francophone.

LE FRANCO
EN COLLABORATION
AVEC ANNE-MARIE
BOUCHER, DIRECTRICE
EXÉCUTIVE
DE LA FCSFA

GLOSSAIRE
EMPREINT
Qui est marqué,
qui contient

Parmi les nombreuses personnes présentes se trouvaient des acteurs des premières heures dans la lutte pour l'éducation francophone, d'autres qui se sont impliqués dès le début dans la gestion scolaire et, finalement, ceux qui ont pris la relève et qui poursuivent le travail.

POURQUOI SE SONT-ILS RASSEMBLÉS POUR FÊTER CE 30^e ANNIVERSAIRE?
L'obtention de la gestion scolaire francophone a marqué un tournant essentiel pour l'épanouissement de nos communautés francophones. Avant 1994, les parents voulant offrir une éducation en français à leurs enfants devaient constamment revendiquer auprès des conseils anglophones.

En 1983, des parents ont même ouvert une école privée, l'École Bugnet, afin que leurs enfants puissent recevoir une éducation en français. Cette école ne vivra qu'un an faute de fonds. Trois parents de cette école, Jean-Claude Mahé, Angéline Martel et Paul Dubé, se sont alors tournés vers les cours de justice afin de faire respecter leurs droits acquis lors de l'adoption de la *Charte canadienne des droits et libertés* en 1982.

Ce n'est qu'en mars 1990 que ces parents auront gain de cause à la Cour suprême du Canada dans ce qui a été nommé la cause Mahé. Ce jugement historique a mené en mars 1994 à la mise sur pied de trois conseils scolaires francophones en Alberta, ainsi que quatre conseils de coordination. Lors de cette soirée du 20 avril, les participants ont pu exprimer leur reconnaissance à Paul Dubé qui était présent.

Entre 1984 et 1994, quatorze écoles avaient ouvert leurs portes sous l'égide de conseils anglophones et un peu plus de 2 000 élèves les fréquentaient. En 2024, l'Alberta compte quatre conseils scolaires francophones qui gèrent 43 écoles fréquentées par plus de 9 500 élèves.

DES MOMENTS FORTS
Les discours de la soirée ont mis en lumière l'importance de la gestion scolaire francophone. Sylvianne Maisonneuve, présidente de la Fédération des conseils scolaires francophones de l'Alberta (FCSFA), a souligné, dans un discours empreint d'émotions, l'impact de son passage à l'école francophone sur le développement de sa langue, de sa fierté et de son identité francophone.

Elle a été rejointe sur scène par ses collègues des autres conseils francophones pour encourager le public présent à se procurer un «flambeau», statuette visant à stimuler l'engagement dans la gestion scolaire francophone.

Tout au long de la soirée, accompagné par les artistes et animateurs, Renelle Roy et Roger Dallaire, le public a pu passer en revue certains moments de la lutte vers l'obtention de la gestion scolaire francophone et les premières années de fonctionnement des écoles et de leurs conseils scolaires. Des moments émouvants qui ont permis à l'audience d'apprécier le chemin parcouru. Des vidéos mettant en scène les jeunes élèves des conseils scolaires francophones ont été aussi présentées lors de cette inoubliable soirée.

Tous s'entendent pour dire que le futur de l'éducation francophone en Alberta est prometteur et chaque participant à cette célébration a hâte de participer aux prochaines retrouvailles! ▲



↑ Ils sont venus nombreux fêter les 30 ans de gestion scolaire francophone. Photo : Nozomi Kamei

Projet diversité féminine DFD
Un projet qui donne de la visibilité aux femmes artistes autochtones, métisses et noires francophones.

Jusqu'au 15 juillet le musée présente En trois volets, vingt-sept œuvres de notre collection.

musée d'art de la femme
m a f
w a m
women's art museum

Heures d'ouverture : mer, jeu et ven de 10h30 à 17h (fermé pour l'heure du midi)
No. 116, 8627 rue Marie-Anne Gaboury
Edmonton (AB) T6C 3N1
Contactez-nous : info@wamsoc.ca | 780 803 2016 | wamsoc.ca

BESOIN D'INFORMATION JURIDIQUE?
NOUS SOMMES LÀ POUR VOUS AIDER!

Par téléphone Sans frais 1 844 266-5822
Par courriel question@infojuri.ca

Services de notaire public gratuits à Calgary et Edmonton

AJEFA Association des juristes d'expression française de l'Alberta
CENTRE ALBERTAIN D'INFORMATION JURIDIQUE ALBERTA LEGAL INFORMATION CENTRE

Des soins pour vous, dans la langue de votre choix.

Composez le 811 pour obtenir en français des conseils en matière de santé 24 heures sur 24, 7 jours sur 7, ou pour accéder à des soins virtuels.

Ayez recours à des services d'interprétation en français dans tous les points de services de AHS.

ahs.ca/francais

hello
bonjour

811

Alberta Health Services

PRESSIION DES PAIRS : ÊTES-VOUS UN MOUTON DE PANURGE?

À VOUS LA JEUNESSE!
PAR KAYLIE MURANGWA

Je me souviens clairement de la première fois où j'ai été confrontée à la pression des pairs.

Mama, j'aimerais changer de style de cheveux, dis-je placidement. Mama ne fait aucune réflexion. Ses mains fines et laiteuses continuent de tresser avec application les cheveux de sa petite fille. Elle fredonne un air religieux qui emplit l'espace du salon d'une grande sérénité. Telle une artiste, elle entrelace plusieurs mèches de cheveux qu'elle confinera plus tard en chignon.

Tous les dimanches, elle se tient au-dessus de moi et fait ainsi. Grandir à l'autre bout du monde, ses délires de jeune fille, les drôles de disputes qu'elle a eues avec ses frères et sœurs... lorsqu'elle me tresse, nous placocons. Elle perpétue cette tradition, on tisse ainsi des liens.

- Maman, arrête de me tresser!
- Je ne suis pas en train de te faire mal! Pourquoi devrais-je arrêter?
L'agacement d'avoir interrompu son chant se traduit par un *chip* bruyant et distinctif.

Elle continue. Elle brosse mes cheveux, les sépare en brins. Elle peigne ma chevelure ébouriffée, aussi épaisse qu'une crinière de lion, une couronne de majesté.

Je le sais, mon afro fait tourner les têtes. C'est comme un halo qui irradie ma présence, ma force.

Cette couronne me donne la confiance nécessaire pour me tenir debout en dépit de mes différences, car sa beauté fait que j'embrasse son essence.

Pourtant, depuis quelques mois, je ne le perçois plus ainsi. Mes cheveux sont devenus des barbares récalcitrants aux boucles filiformes ressemblant à de vulgaires tire-bouchons oppressés. Avec ces tresses, je ressemble à un porc-épic.

Puisque toutes les filles de ma classe ont de longs cheveux soyeux et lisses comme du satin, on me laisse entendre que je devrais en faire de même avec les miens, pour être «mignonne».

J'insiste une nouvelle fois auprès de ma mère. Elle finit par céder.

Elle s'active, brûle ma crinière, mais aussi notre moment pour tisser des liens.

Cette tradition que nous avions est remplacée par de vagues souvenirs où je courbe l'échine, les oreilles baissées, à grimacer lorsque le fer à lisser s'approche trop près de mon cuir chevelu.

Difficiles moments.

LA PRESSIION DES PAIRS...

Cette persuasion, cette pression, cette incitation imposée par votre entourage de manière directe ou insidieuse pour vous intégrer au groupe, pour plaire, pour être accepté des autres... «mes amies».

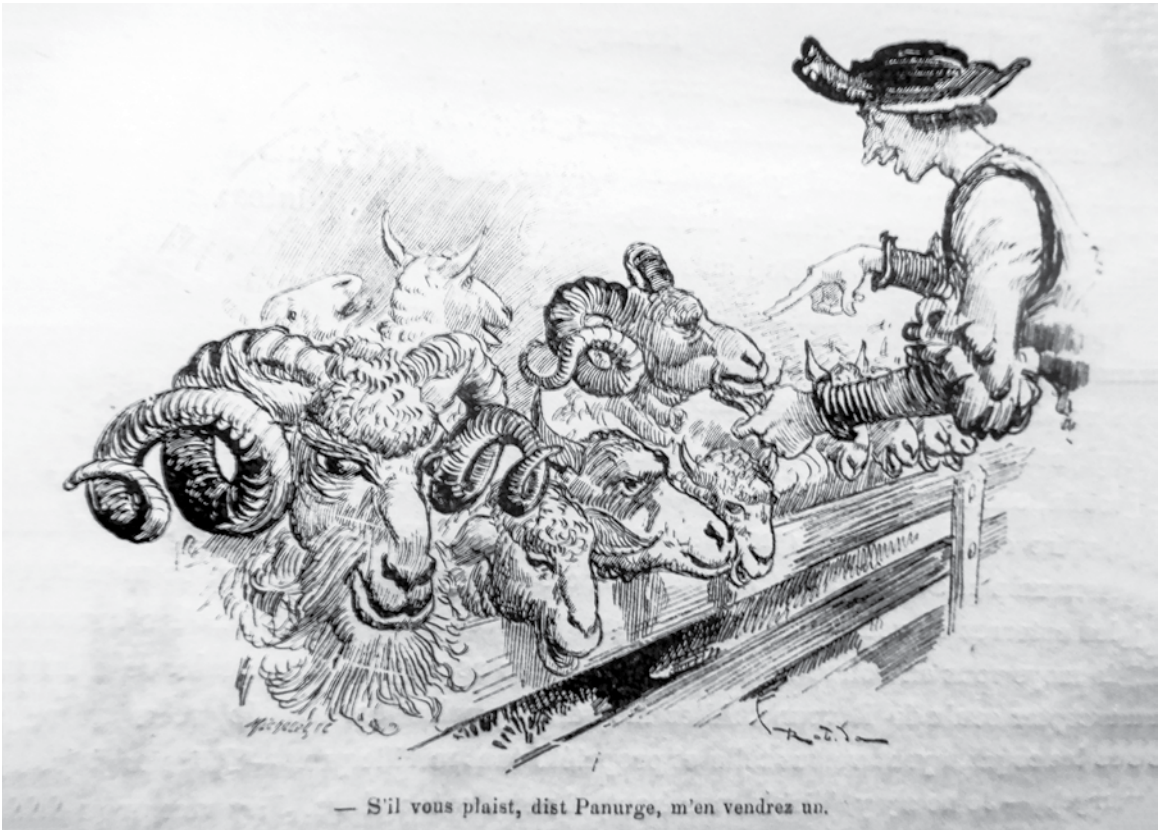
À l'époque, mon esprit de fillette de 10 ans était bien naïf et inconscient de l'impact que cela pouvait avoir sur ma vie.

«Tout le monde le fait! Pourquoi pas moi? Si je ne fais pas ce que les autres font, je ne serai pas cool!» me disais-je.

Heureusement, cette mentalité a finalement pris fin... je l'espère.

UN SOIR DANS LE PARC VOISIN

Il fait beau. Le soleil se reflète brièvement sur ma peau vitreuse, alors que sa douceur tiédit par le balayage de la brise du printemps. Alors que les autres enfants du quartier se regroupent entre



↑ Illustration : Albert Robida, Public domain, via Wikimedia Commons

L'origine de l'expression «mouton de Panurge» remonte au 16^e siècle. On la retrouve dans *Le Quart Livre*, un roman de François Rabelais publié en 1552. Dans cette histoire, Panurge achète un mouton et, après une dispute avec le propriétaire du troupeau, jette l'animal à l'eau. À la surprise de tous, les autres moutons du troupeau suivent le premier, sautant à l'eau les uns après les autres et s'y noyant. (Source : [tutoratpro.com](#)) Un exemple satirique de la tendance humaine à suivre aveuglément un leader ou un groupe sans se poser de questions.


KAYLIE MURANGWA
CHRONIQUEUSE

amis, je suis une fois de plus laissée pour compte.

Vague à l'âme, tête baissée, je lambine vers les espaces dédiés aux jeux, j'y prends de la craie pour dessiner sur le sol. Seule. Au loin, d'un coup, j'entends la voix aigüe d'une jeune fille. «Viens jouer avec nous!», crie-t-elle.

Je suis sceptique, car nous ne jouons généralement pas ensemble. Heureuse de cette invitation, je lâche ma craie et cours vers elle et ses amies. Grande, élancée, ses cheveux sont attachés avec un ruban rouge scintillant, elle rayonne d'un air imposant.

- Nous jouons à cache-cache et tu vas compter, m'ordonne-t-elle.

Alors que je m'appête à compter, une autre enfant demande à jouer avec nous. Elle plaide son désir d'une voix calme et fluette. Son pantalon est troué, elle a de longs ongles bruns et une crotte au nez qui perd l'équilibre.

C'est mon amie. Nous dessinons à la craie et jouons à la marelle ensemble pendant les vacances. Le groupe la toise et se moque.

- Que veut cette idiote? Elle est de la crotte!, chantent-elles à tue-tête.

Ses yeux larmoyants reflètent mon âme accablée à laquelle elle pouvait clairement s'identifier. J'ai envie de leur dire d'arrêter, mais je déplairais à la foule. Alors, je me joins au chant.

À cet instant, elle éclate en sanglots et la petite foule s'esclaffe. Nous continuons à jouer comme si de rien n'était, mais ma culpabilité m'empêche d'avoir du plaisir avec mes nouvelles amitiés.

Celle dont on s'est moqué rejoint ma mère assise sur un banc à proximité. Elle lui raconte tout ce qui vient de se passer.

Ma mère se lève, s'approche de moi à grandes enjambées et m'agrippe le poignet. Avec son regard noir, accentué par une mimique colérique de ses sourcils foncés, elle me murmure en grinçant les dents : «Tu auras des explications à me donner à la maison».

Et ce soir-là, ma mère et moi avons une très longue conversation.

- Kaylie, plus tard, tu vas changer la façon dont tu t'habilles, tu vas changer ton comportement et même avoir des dépendances si tu continues de faire des compromis pour les autres!

Par la voie du sermon, elle poursuit : - Il faut être soi-même, d'accord?

Surtout, apprends à dire non. Tu m'as bien comprise!

Elle secoue la tête et lâche dans un dernier soupir

- Quel mouton de Panurge!

Sans explications, la conversation, ou plutôt la **remontrance**, s'arrête là. Je suis invitée à aller me coucher.

Cette dernière remarque, j'y ai réfléchi longtemps avant de fermer les yeux. Tout comme un mouton, j'ai suivi le troupeau, sans réfléchir ou tenir compte de mon sens critique, juste pour m'intégrer.

J'ai déçu mon amie et ma mère. Depuis ce jour, je me suis promis de résister à la pression des pairs et de ne plus jamais être un «mouton de Panurge». ▲



Avec l'application gratuite **Le Francopass**, pratique ton français en découvrant la francophonie locale!

• Pour t'inscrire au FP, rends-toi sur : [francopass.artsrn.ualberta.ca/](#)



• Code FP valable du 2 au 15 mai 2024: **f98ts1yc**

*** GLOSSAIRE**
REMONTRANCE : Discours par lequel on montre à quelqu'un ses torts, ses erreurs, pour l'engager à se corriger



↑ Nathalie Morin-Michaud (debout) profite de ce beau moment entre amis lors de la célébration de son 101^e anniversaire. Photo : Benoit Frison



LE FRANCO EN COLLABORATION AVEC
BENOIT FRISON
(CLUB DE L'AMITIÉ)

101 BOUGIES!

Le 19 avril dernier, le Club de l'Amitié de Calgary a réuni une cinquantaine de personnes pour son souper du printemps. À l'occasion de cette soirée, nous avons célébré le 101^e anniversaire de Nathalie Morin-Michaud.

Originaire du Québec, plus précisément de la municipalité de Squatec près de Rimouski, cette Calgarienne d'adoption est une membre importante de notre communauté francophone. Bonne fête madame Morin-Michaud!



LE 29 MAI 2024 À 17 H



2216 27 AVE NE UNIT 9, CALGARY,
AB T2E 7A7



RÉSEAUTAGE DE LANCEMENT

WEST QUALITY ROOFING & EXTERIORS

Joignez-vous à nous pour le lancement de Parallèle Alberta à Calgary !



- Formule 5 à 7, activité speed-pitching conviviale
- Bouchées et rafraîchissements offerts



LE 29 MAI DE 13 H À 15 H 30



8627 RUE MARIE-ANNE GABOURY,
EDMONTON, AB, T6C 3N1



SESSION D'INFORMATION

SERVICE CORRECTIONNEL DU CANADA

Intervenante :

Tannis Cassin

Agente de recrutement par intérim, Service correctionnel du Canada, région des Prairies



- Le processus de candidature, les exigences et les étapes à suivre pour postuler à un travail dans une prison.



Correctional Service
Canada



Government
of Canada

Gouvernement
du Canada

Canada



Voix Des Rocheuses est un ensemble vocal qui existe depuis 46 ans. Photo : Courtoisie

UNE TROUPE MUSICALE QUI FAIT VIBRER LES PLANCHES À CALGARY

Depuis plus de quarante-cinq ans, l'ensemble vocal **Voix Des Rocheuses** fait la promotion de la chanson francophone à Calgary. Récemment, la troupe a décidé d'adopter des sonorités plus contemporaines afin de rester en phase avec les tendances actuelles, offrant une expérience musicale adaptée à tous les âges.



IJL -
RÉSEAU.PRESSE
- LE FRANCO



GABRIELLE AUDET-MICHAUD
JOURNALISTE

Ces dix dernières années ont marqué un tournant majeur pour l'ensemble vocal, souligne Benoit Gauvin, président du conseil d'administration et choriste. La mémorisation du répertoire a notamment permis d'éliminer l'utilisation de **partitions**, ce qui a ouvert la voie à l'ajout de «petites chorégraphies et d'éléments visuels tels que des accessoires et des costumes» lors des spectacles. D'après lui, cette transformation reflète l'évolution naturelle du temps. Bien que le répertoire classique et la forme traditionnelle du chant choral continuent à être appréciés du public, ils sont progressivement enrichis par des chansons de style plus populaire et des performances plus dynamiques. «On aime mélanger les styles», témoigne le choriste. Dans cet effort de représenter l'esprit du temps, la chorale avait notamment, en 2022, présenté un spectacle mettant en

avant des chansons de films populaires comme *Harry Potter*. Cette année, lors du spectacle annuel qui sera présenté les 14 et 15 juin à la salle Engineered Air Theatre du Arts Commons, à Calgary, une variété de chansons classiques et de rythmes populaires, voire rock, sont au programme. «Je ne veux pas en dire trop pour garder la surprise. Les billets seront bientôt en vente», témoigne Benoit. Si ce virage moderne peut s'accomplir aussi efficacement, c'est aussi en raison du travail du directeur musical de Voix Des Rocheuses, Humberto Vargas. Ce dernier a effectué des études musicales au Mexique et à Montréal avant d'accepter de prendre les rênes de la troupe francophone de Calgary en 2017. «Les choses vont bien pour la chorale. Je trouve que le niveau s'améliore», indique ce dernier. Bien qu'il ait le dernier mot sur le répertoire interprété par la troupe lors des spectacles, un comité existe au sein de l'ensemble vocal pour formuler des suggestions et recueillir l'opinion de tous les choristes. Un processus démocratique qui vaut cher aux yeux du directeur musical. «Moi, je décide peut-être de deux ou trois chansons supplémentaires, mais sinon j'aime recueillir l'avis de tout le monde», explique-t-il. Le mandat premier étant de rendre la culture francophone vivante et accessible, une majorité des morceaux interprétés par la troupe sont dans la langue de Molière. Cependant, une place est également accordée aux autres langues telles que l'espagnol, l'italien et, bien évidemment, l'anglais. «On veille toujours à ce qu'au moins 70% de nos chansons soient en français», précise Humberto. **UN ENGAGEMENT SOUTENU** Pour se préparer en vue des représentations de leur spectacle en juin, l'ensemble vocal se réunit de manière hebdomadaire de septembre à juin au centre communautaire de Kingsland, situé dans le sud-ouest de Calgary. En plus des répétitions régulières, des performances de plus petite envergure ont lieu lors de certaines activités culturelles, telles que le Festival d'hiver de Calgary ou le Francothon, offrant l'occasion aux choristes de se perfectionner devant leur public.



Au cours des dernières années, la chorale s'est modernisée en ajoutant des costumes et des pas de danse à ses performances vocales. Photo : Courtoisie

Et bien que le recrutement ait lieu en septembre, les francophones et les francophiles sont encouragés à manifester leur intérêt pour Voix Des Rocheuses tout au long de l'année, car l'objectif, comme le rappelle Benoit Gauvin, est d'être le plus flexible et ouvert possible. «On a eu quelques inscriptions tardives cette année et on essaie d'ouvrir notre porte et d'intégrer tout le monde, même ceux qui arrivent à la mi-saison et qui pourraient, par exemple, être de nouveaux arrivants à Calgary», mentionne-t-il. Humberto Vargas insiste également sur l'importance de l'inclusion au sein de la troupe. Il ne requiert d'ailleurs aucune compétence musicale préalable pour participer aux répétitions et aux performances. «Il n'y a pas d'audition formelle, mais au minimum, [les choristes] ont besoin d'avoir une bonne intonation, d'être capable de suivre le rythme des chansons et mes instructions», souligne-t-il. Pour ceux qui seraient intéressés, mais hésitants à rejoindre l'ensemble, le directeur musical rappelle que des portes ouvertes sont organisées pendant deux semaines en septembre. Cela permet aux Franco-Calgariens de découvrir l'ensemble vocal sans engagement financier, les frais d'inscription d'une centaine de dollars ne devant être payés qu'à la fin du mois. ▲

LES CHOSES VONT BIEN POUR LA CHORALE. JE TROUVE QUE LE NIVEAU S'AMÉLIORE.»
Humberto Vargas

GLOSSAIRE

PARTITION
Notation d'une composition musicale où les parties vocales et instrumentales sont superposées

DR. CLAUDE BOUTIN ORTHODONTIST

wired **wireless**

Dr Claude Boutin

B.Sc., D.D.S., D. Ortho., F.R.C.C.

Spécialiste certifié en orthodontie

- Orthodontie pour les enfants et les adultes
- Services en français
- Cabinets de traitement privés et modernes
- Technologie de pointe
- Aucune référence nécessaire

Market Mall Executive Professional Centre

Suite 124 – 4935 40 Avenue N.O.

Calgary, AB T3A 2N1

Tél. : (403) 284-5202

www.drboutin.com



LA FIBROMYALGIE, CETTE GRANDE MÉCOMPRISE

Il n'y a pas si longtemps, la fibromyalgie n'existait même pas ! Non seulement elle n'était pas reconnue comme maladie, mais en plus on croyait qu'elle prenait forme dans l'imaginaire des malades.



Dr^e Julie L. Hildebrand

exerce en médecine familiale à Edmonton. Bilingue, elle est très heureuse de pouvoir répondre aux besoins de la francophonie plurielle de la capitale provinciale. Spécialiste du diabète, des dépendances et de l'utilisation du cannabis thérapeutique, elle privilégie la prévention et l'éducation.



LES SYMPTÔMES PEUVENT FLUCTUER DANS LE TEMPS, MAIS NE DISPARAISSENT JAMAIS COMPLÈTEMENT.»



LA FIBROMYALGIE PEUT S'EN PRENDRE À TOUS LES INDIVIDUS DE LA SOCIÉTÉ, ADULTES ET ENFANTS.»



JUSQU'À CE JOUR, LA CAUSE PRÉCISE DE LA MALADIE N'A PAS ÉTÉ IDENTIFIÉE.»

Les médecins, pourtant de bonne foi, disaient à leurs patients que tout allait bien, qu'ils étaient en pleine santé et que leurs symptômes étaient dans «leur tête». À dire vrai, ce syndrome ne portait même pas de nom.

Il faut reconnaître que la variabilité de ses manifestations a contribué à ce vide de diagnostic. De surcroît, les patients qui en souffrent ne présentent pas toujours les mêmes symptômes ni ne les vivent avec la même intensité. Difficile de diagnostiquer une maladie qui demeure si vague et si difficile à décrire. D'autant plus qu'il n'existe aucun test diagnostique qui puisse la confirmer avec certitude.

Toutefois, cet état de fait s'est modifié catégoriquement depuis la reconnaissance de la fibromyalgie par l'Organisation mondiale de la santé (OMS) en 1992. En effet, on lui attribuait alors une identité diagnostique propre en lui associant un code de la classification CIM-10. Elle ne pouvait plus désormais être confondue avec un trouble psychiatrique. On admettait finalement que la douleur généralisée qu'elle engendre était bien réelle. C'est la maladie du «mal partout» et du «mal tout le temps».

Lorsque j'étais étudiante en médecine, on utilisait depuis peu le test des 18 points douloureux à la pression comme critères pour établir le diagnostic. Ces points, répartis sur l'ensemble du corps, sont généralement sensibles au toucher pour tous les sujets sains, mais le seraient davantage pour les sujets atteints de fibromyalgie. Aujourd'hui ce test diagnostique ne tient plus.

Il suffit que le patient rapporte des douleurs généralisées (en haut et en bas de la ceinture, à gauche et à droite du corps, puis au niveau axial) et que celles-ci durent depuis au moins trois mois. Le mal s'accompagne le plus souvent de fatigue et de troubles de la cognition.

Les symptômes peuvent fluctuer dans le temps, mais ne disparaissent jamais complètement. Il en reviendra au médecin traitant de s'assurer d'avoir éliminé toutes les autres causes pouvant expliquer ces symptômes avant de conclure au diagnostic de fibromyalgie.

DES CAUSES DIFFICILES À CERNER

La fibromyalgie peut s'en prendre à tous les individus de la société, adultes et enfants. Elle atteindrait 2% de la population canadienne, mais toucherait plus particulièrement les femmes, dans 80 à 90% des cas, âgées entre 20 à 50 ans.

La recherche démontre que la probabilité de développer cette maladie est plus élevée si un membre de la famille en souffre. Jusqu'à 28% des enfants nés de mères souffrant de fibromyalgie en hériteront.

Il n'est pas rare qu'un traumatisme physique ou émotionnel soit à l'origine de cette affection, comme le décès d'un être cher, une maladie grave, une infection, une chirurgie ou un accident de la route.

Il est aussi reconnu que la maladie puisse s'établir progressivement sans déclencheurs traumatiques remarquables. Les personnes touchées par la fibromyalgie présentent aussi fréquemment et simultanément différentes maladies auto-immunes, dont l'arthrite rhumatoïde, le lupus, la spondylite ankylosante et l'arthrose.

Néanmoins, il est utile de rappeler que la fibromyalgie n'appartient pas à la catégorie des maladies inflammatoires, car il n'y a ni inflammation ni signes de destruction permanente au niveau des articulations, des os et des tissus mous. Bien qu'inquiétante, elle n'est ni dangereuse ni mortelle.

Toutefois, la fibromyalgie s'accompagne souvent d'autres entités pathologiques comme le syndrome du côlon irritable, la cystite interstitielle, le syndrome de fatigue chronique, la tachycardie posturale, le syndrome des jambes sans repos, la dépression, l'anxiété, la céphalée



↑ Crédit : Hadis Safari / Unsplash.com

de tension et un trouble de l'articulation temporo-mandibulaire.

Sans compter que la constellation de symptômes qui accompagne la fibromyalgie s'avère plutôt invalidante : douleurs généralisées, douleur à la pression, courbatures, sensation de picotement, insomnie ou sommeil non réparateur, asthénie, intolérance à l'effort, vertiges, troubles de la mémoire et de la concentration - fibro-brouillard -, **irritabilité**, céphalées/migraines, sensibilité aux changements de température, au bruit, à la lumière et aux odeurs, fréquence accrue de réactions allergiques. Certains de ces symptômes peuvent être absents ou moins encombrants. Ils évoluent par poussées et rémissions.

Jusqu'à ce jour, la cause précise de la maladie n'a pas été identifiée. Cependant, la communauté médicale accepte qu'il existe une hypersensibilisation des voies nerveuses au niveau du cerveau et de la moelle épinière, c'est-à-dire que les patients ressentent les sensations douloureuses et même non douloureuses beaucoup plus intensément qu'une personne normale. Il existerait une anomalie de la régulation centrale de la douleur, ce qui favoriserait une diminution du seuil de perception. Ensuite, le cerveau développe un souvenir de la douleur qu'il diffuse en boucle.

Le stress est probablement le facteur le plus nuisible à la maladie. En second lieu vient sa non-reconnaissance par le médecin traitant et par l'entourage. Il est extrêmement délétère pour le patient que sa douleur ne soit pas admise. Ainsi, plus le patient sera informé sur sa maladie et mieux il s'en portera.

ADOUCIR SA VIE AVEC LA FIBROMYALGIE

Avec une certaine dose de résilience, les patients développent avec le temps des méthodes pour atténuer leurs symptômes. Il n'existe aucun traitement curatif et lorsque des médicaments sont prescrits, cela demeure à titre d'essai thérapeutique puisqu'ils se révèlent peu efficaces et peuvent comporter des effets secondaires indésirables. Ce qui est plus bénéfique pour le patient, c'est qu'il prenne part activement à son rétablissement en modifiant ses habitudes de vie.

De nombreux médicaments pourraient être prescrits par votre médecin en fonction de la

La CIM-10 est la classification statistique internationale des maladies et des problèmes de santé connexes. Cette dixième version a depuis été actualisée pour devenir la CIM-11. Cette classification représente la norme internationale pour l'évaluation de l'état de santé de l'être humain.

prédominance de douleurs, mais un programme d'exercice régulier et modéré est de loin le meilleur allié de toute personne souffrant de fibromyalgie.

Les étirements, les exercices de renforcement musculaire, les exercices d'endurance, le taïchi et le yoga sont à préconiser. Les exercices à impact élevé, tels que la course, la boxe, le jogging et la danse aérobique, sont à éviter, car ils risquent d'induire davantage de malaises.

Il peut être sage de consulter un physiothérapeute qui pourra concocter un programme sur mesure pour ne pas vous infliger de blessures. Par ailleurs, ils peuvent offrir différentes options telles que l'hydrothérapie, la massothérapie et l'acupuncture.

Maintenir une bonne hygiène de sommeil est essentiel pour que le corps et l'esprit récupèrent. Si vous souffrez de cette maladie, assurez-vous de dormir dans un lieu confortable, sombre, sans bruit, pas trop chaud et comportant une literie confortable. Il est préférable d'éviter d'utiliser les écrans (ordinateur, tablette, téléphone) quelques heures avant de dormir. Le manque de sommeil pourrait exacerber les symptômes de la fibromyalgie.

La réduction du stress est aussi primordiale. Prenez le temps de méditer chaque soir. Dans un même ordre d'idées, allouez-vous de petits moments de relaxation durant la journée (exercices de respiration profonde). Ne bousculez pas votre routine. Respectez votre propre rythme. N'en faites pas trop ou pas assez; établissez votre juste milieu. Ne laissez pas votre entourage bousculer vos limites. Consultez un psychothérapeute pour vous aider à y voir clair.

Ce faisant, continuez à adopter de saines habitudes de vie, une diète équilibrée, une vie sans fumée et sans alcool. Armé de ces bons conseils, vous aurez du succès. ▲



GLOSSAIRE

IRRITABILITÉ

Propension aux réactions de colère

LE RUGBY, UN SPORT QUI LAISSE SA MARQUE EN ALBERTA

Le rugby féminin connaît un essor fulgurant en Alberta depuis quelques années et attire un nombre croissant de joueuses vers des programmes provinciaux et universitaires. L'engouement pour ce sport de contact se fait également ressentir chez les francophones, comme Madeleine Lemay qui ambitionne de poursuivre sur une lancée prometteuse.



IJL -
RÉSEAU.PRESSE
- LE FRANCO

« JE VAIS
PRENDRE LES
OPPORTUNITÉS
QUI S'OFFRENT
À MOI GRÂCE À
MON SPORT. »
Madeleine Lemay

Le rugby peut se jouer à sept ou quinze joueurs. Après avoir été à quelques reprises pratiqué à quinze joueurs pendant les Jeux olympiques du 20^e siècle, il est aujourd'hui pratiqué à sept en vue des prochains Jeux à Paris, cet été.



GABRIELLE AUDET-MICHAUD
JOURNALISTE

À seulement seize ans, cette élève de 11^e année à l'École Maurice-Lavallée peut déjà se targuer d'un palmarès impressionnant : championne provinciale avec les Strathcona Druids, capitaine de sa formation U16 en Alberta et membre d'équipes participant à des compétitions internationales... « Tout a commencé pendant l'été de ma sixième année, raconte-t-elle. Et c'est devenu plus sérieux [quelques mois plus tard], quand j'ai fait un camp au Québec avec le Collège Notre-Dame-de-Foy. » Elle se replonge avec nostalgie dans ces premiers moments de l'ovalie. « Ça a tout de suite cliqué, je suis tombée en amour », se remémore-t-elle. Le côté physique du sport, axé sur le contact, a été le premier élément qui l'a séduite. Puis, quelques mois plus tard, lors du tournoi international Los Angeles 7's auquel elle a participé avec la MacDowell Rugby Academy, elle a aussi découvert le côté communautaire qui l'a rapidement captivée. Son talent naturel pour le sport est également un atout majeur.

Lors d'un tournoi en Floride cette saison, la contribution de la jeune sensation franco-albertaine a notamment permis à son équipe de se hisser à la cinquième place parmi les vingt-quatre formations canadiennes et américaines présentes. « C'était une belle performance », résume Madeleine. Fin 2023 et début 2024, malgré son jeune âge, Madeleine s'est déplacée du côté de l'Université de la Colombie-Britannique pour participer à un camp de recrues.

Mais alors qu'elle s'approche maintenant de la fin de son parcours secondaire, la jeune athlète demeure incertaine quant à la direction que prendra sa carrière sportive. « Je vais prendre les opportunités qui s'offrent à moi grâce à mon sport », souligne-t-elle. Sans partager d'objectifs précis, elle évoque la possibilité d'une participation en coupe du monde si elle arrive à atteindre un assez haut niveau pour se qualifier dans l'équipe nationale. Mais avant de franchir ces étapes, elle doit d'abord décider si elle souhaite poursuivre son parcours au niveau universitaire ou s'engager au sein d'une équipe provinciale.

PLUSIEURS OPTIONS DE DÉVELOPPEMENT
Le rugby en Alberta a en effet la particularité de proposer deux voies de développement distinctes aux athlètes féminines.



↑ Madeleine Lemay (en orange) apprécie l'aspect physique du rugby. Photo : Courtoisie

« Tout remonte au besoin d'équité dans le sport universitaire au Canada (U Sports). On devait avoir le même nombre d'athlètes masculins et féminins et le rugby féminin est venu compenser le nombre de places occupées par le football américain », explique Chris Sandy Nesbitt, directeur général chez Rugby Alberta.

Cette organisation chapeaute les unions de rugby à travers la province et les équipes de la ligue Wolf Pack qui offrent une seconde option de développement aux athlètes qui préfèrent passer par cette voie plutôt que par l'université pour accéder à la scène nationale. « Le rugby féminin a vraiment progressé dans ces deux parcours de développement au cours des dernières années. Nos équipes provinciales sont fortes, mais nous avons surtout trois grandes universités qui ont d'excellents programmes, à Lethbridge, Calgary et Edmonton », ajoute le directeur général.

Au niveau national, le Canada compte également une équipe à quinze joueuses qui excelle dans l'élite. Depuis 2002, cette formation se classe systématiquement parmi les six meilleures au monde, ayant notamment décroché une deuxième place en 2014 et, plus récemment, une quatrième position en 2021. L'équipe « nourrit également des espoirs de médaille » aux Jeux olympiques de 2024.

« Je pense que ce sport est aussi populaire et qu'on se démarque autant parce qu'on accepte le fait que les femmes

puissent pratiquer des sports violents et agressifs. Ce n'est pas le cas partout », analyse Chris Sandy Nesbitt. Pour rappel, il n'y a aucune différence dans les règles du rugby féminin et masculin.

Madeleine Lemay constate, elle aussi, l'engouement pour le sport de contact qui se traduit par une demande de plus en plus élevée pour les camps de sélection de niveau junior. Récemment, précise-t-elle, « une centaine de filles s'essayaient pour être dans l'équipe à mon camp [de pré-saison] ». Une tendance qui devrait se poursuivre si on en croit le directeur général de Rugby Alberta. « Nous avons connu une croissance énorme dans certaines de nos petites communautés, autour de Red Deer et Lethbridge par exemple », mentionne-t-il.

Bien qu'historiquement, les joueuses de l'équipe nationale provenaient surtout de l'est du pays, estime-t-il, cette tendance sera appelée à se renverser au cours des prochaines années, avec de plus en plus d'athlètes provenant de l'Alberta. De la fin avril à la fin mai, une série Nord contre Sud aura notamment lieu dans la province afin de permettre aux athlètes âgés de moins de 23 ans, hommes et femmes, de se faire remarquer par les dirigeants de l'organisation provinciale, mais aussi par Rugby Canada. « C'est un moment très important pour le développement » de ce sport dans la province, affirme-t-il. ▲

QUELQUES NOTIONS DU RUGBY À SEPT :

- Sept joueurs ou joueuses par équipe.
- Un match se joue en deux mi-temps de sept minutes.
- Le terrain est de la même superficie que pour le rugby à quinze.
- Un essai vaut cinq points. C'est lorsqu'un joueur attaquant touche le sol avec le ballon de manière contrôlée dans la zone d'en-but, de l'adversaire.
- Pour avancer vers la zone d'en-but, l'équipe offensive peut utiliser la course, les passes à la main ou les bottés.
- Les passes doivent être effectuées sur le côté ou à l'arrière. Il est interdit de faire une passe en avant.

« NOUS AVONS
CONNU UNE
CROISSANCE
ÉNORME DANS
CERTAINES
DE NOS PETITES
COMMUNAUTÉS. »

Chris Sandy Nesbitt



↑ Chris Sandy Nesbitt est le directeur général de Rugby Alberta. Photo : Courtoisie

LE FRANCO

L'ÉQUIPE

• **POUR CONTACTER LE JOURNAL :**
RECEPTION@LEFRANCO.AB.CA

• **ARNAUD BARBET**
RÉDACTEUR EN CHEF
PUPIRE@LEFRANCO.AB.CA

• **ISABELLE DÉCHÈNE GUAY**
RÉVISEUSE

• **GABRIELLE AUDET-MICHAUD**
JOURNALISTE
JOURNALISTE.CALGARY@LEFRANCO.AB.CA

• **CORRESPONDANTS ET CHRONIQUEURS**
ÉTIENNE HACHÉ, JUSTINE LEBLOND,
KAYLIE MURANGWA, JULIE HILDEBRAND,
ANNE-MARIE BOUCHER,
GAÉTANE PELLETIER-LUCSANSZKY

• La maquette et le graphisme
ANDONI ALDASORO ROJAS

LE FRANCO est la propriété de l'ACFA. Au niveau national, il est représenté par Lignes Agates Marketing (anne@lignesagates.com | 905 599-2561). Le Franco est imprimé par Central Web, à Edmonton. La reproduction d'un texte ou d'une photo par quelque procédé que ce soit est strictement interdite sans l'autorisation écrite du journal.

Lettres ouvertes: Le Franco est ouvert à la publication de lettres ouvertes. La rédaction se réserve le droit de limiter la longueur du texte ou de ne pas publier la lettre si le contenu est jugé diffamatoire, injurieux ou discriminatoire.

Announces: Les clients ont 15 jours après la date de parution pour nous signaler des erreurs. La responsabilité du journal se

limitera au montant payé pour la partie de l'annonce qui contient l'erreur, si l'erreur est celle du Franco.

Avis lecteurs: N'hésitez pas à nous faire part de vos commentaires en écrivant à l'adresse reception@lefranco.ab.ca

L'équipe du Franco reconnaît qu'elle exerce ses activités sur les territoires visés par les traités no 4, 6, 7, 8 et 10, des lieux de rencontre traditionnels et la patrie de nombreux peuples autochtones dont les Cris, les Dénés, les Sioux Nakota, les Saulteaux, les Ojibwés, les Niitsitapi (Pieds-Noirs) et les Métis. Nous prenons acte de leur empreinte sur ce territoire au fil des siècles et de leur rapport spirituel et concret à la terre, source d'un riche patrimoine pour notre vie communautaire.

Lignes Agates Marketing

réseau presse
médias professionnels de l'Alberta

FIER MEMBRE

CentralWeb
Heatset & Coldset Web Printing

Nous reconnaissons l'appui financier du gouvernement du Canada



CHRONIQUE «ESPRIT CRITIQUE»

JUSTIN TRUDEAU N'A PAS DIT SON DERNIER MOT

Le 19 octobre 2015, Justin Trudeau était élu de manière décisive le vingt-troisième premier ministre du Canada. Il entrait du même coup dans l'histoire politique canadienne en tant que fils d'un ancien premier ministre, Pierre Elliott Trudeau, à avoir occupé la même fonction.

«SA VRAIE NATURE [À JUSTIN TRUDEAU], C'EST EFFECTIVEMENT D'ÊTRE UN BATTANT.»

«EN MATIÈRE DE POLITIQUE ÉTRANGÈRE, LE GOUVERNEMENT TRUDEAU NE FAIT PAS EXCEPTION À LA TRADITION CANADIENNE DÉFENDANT BEC ET ONGLES LES DROITS ET LIBERTÉS.»

Peu de temps après son arrivée au pouvoir, le jeune Trudeau s'est efforcé de mettre en œuvre ses promesses électorales telles que la légalisation du cannabis, des mesures fiscales pour alléger le fardeau des ménages, l'amorce d'une réforme du Sénat, de même qu'une taxe fédérale sur le carbone, sans oublier la négociation de l'Accord Canada-États-Unis-Mexique (ACEUM) et la signature de l'Accord de Paris sur le climat.

C'est aussi durant la première année de son mandat, en octobre 2016, que l'Accord économique et commercial entre le Canada et l'Union européenne (CETA) sera signé, et ce, dans la continuité des négociations entamées par le précédent gouvernement conservateur de Stephen Harper.

Mais la popularité de Justin Trudeau sera lourdement affectée par des enquêtes d'éthique : d'abord en 2017, où le premier ministre est accusé d'avoir accepté en 2016 des vacances gratuites sur une île privée des Caraïbes appartenant à l'Aga Khan, un riche leader spirituel chiite des ismaéliens nizârites, puis en 2019, cette fois dans l'affaire SNC-Lavalin où l'on reproche au premier ministre d'avoir fait pression sur la procureure générale Jody Wilson-Raybould afin que celle-ci n'intervienne pas dans un dossier pour corruption en vue d'obtenir des contrats en Afrique du Nord.

Outre ces reproches de conflits d'intérêts, le refus du premier ministre de s'engager à ne pas contester devant les tribunaux la *Loi québécoise sur la laïcité de l'État*, en 2019, lui vaudra les foudres du Canada anglais.

AU PAYS DES GOUVERNEMENTS MINORITAIRES...

Étant donné les prises de position impopulaires de son adversaire conservateur Andrew Scheer, qui a eu beaucoup du mal à clarifier les orientations de son parti sur des questions sociales sensibles telles que les droits LGBTQ+ et l'avortement, Trudeau sera de nouveau reconduit comme premier ministre à l'issue des élections fédérales de 2019. Or, son parti ne disposant pas d'une majorité absolue, il sera contraint toutefois de former un gouvernement minoritaire.

Ce second mandat sera marqué, entre autres, par une série de dépenses imprévues, mais nécessaires, en pleine pandémie de COVID-19, par l'interdiction des armes d'assaut le 1^{er} mai 2020 en réaction à la tuerie de Portapique en Nouvelle-Écosse, ainsi que par une troisième enquête d'éthique liée au scandale WE Charity en 2020, organisme financé à coup de millions par le fédéral et avec lequel le premier ministre et sa famille avaient même été rémunérés par le passé pour des apparitions lors d'événements publics.

Toutefois, bien décidé à obtenir la majorité absolue, Trudeau provoquera à nouveau des élections fédérales anticipées, en septembre 2021, qui verront les libéraux arriver en tête face au Parti conservateur dirigé par Erin O'Toole. Mais une fois de plus, Trudeau doit composer avec un gouvernement minoritaire.

C'est durant ce troisième mandat qu'il fera face au «convoi de la liberté». Face à des camionneurs de partout au pays et bien décidés à en découdre avec les mesures sanitaires imposées par Ottawa, Trudeau se retranchera derrière la *Loi fédérale sur les mesures d'urgence*. Ce troisième mandat verra également le lancement de sanctions économiques contre la Russie et l'envoi d'aide militaire à l'Ukraine en réponse à l'invasion russe de l'Ukraine en février 2022.

UN SURSAUT PATRIOTIQUE EN 2025

Nous sommes à dix-huit mois de la prochaine élection fédérale. La question n'est pas tant de savoir si Justin Trudeau doit se représenter, mais



↑ «Nous sommes à dix-huit mois de la prochaine élection fédérale. La question n'est pas tant de savoir si Justin Trudeau doit se représenter, mais plutôt s'il en a encore l'envie et surtout l'énergie.» Photo : Sydney Phoenix / U.S. Department of Homeland Security, Public domain, via Wikimedia Commons

plutôt s'il en a encore l'envie et surtout l'énergie. Comme chacun sait, l'actuel premier ministre nous dit depuis assez longtemps déjà qu'il a bien l'intention d'être au rendez-vous. C'est non seulement un héritage de son père, mais c'est aussi dans sa nature... Sa vraie nature, c'est effectivement d'être un battant.

Qui a oublié son combat de boxe le 31 mars 2012 contre le sénateur conservateur Patrick Brazeau au profit de la lutte contre le cancer? Ce soir-là, le destin politique de Trudeau, alors simple député d'une circonscription montréalaise, a pris la tournant majeur. À tous les journalistes qui l'interrogeaient, son entraîneur, Ali Nestor, a répondu : «Il m'a demandé si je le croyais capable de livrer un combat. Il m'a convaincu en s'imposant tous les sacrifices à l'entraînement. J'avais confiance en lui».

Bien évidemment, la durée d'une personnalité politique de ce rang ne se détermine pas uniquement à partir de ce genre de critère et de son **charisme**, si dominant soit-il. Il faut également savoir maintenir la confiance des cadres de son parti et de son électorat partisan. Pour ce faire, il faut un vrai projet politique afin d'élargir son soutien, tant au centre du spectre politique, lieu habituel du Parti libéral, qu'à gauche; une aile sociale très attachée aux valeurs démocratiques, éprises de justice et préoccupée, non sans raison, par des questions environnementales et climatiques.

Le premier ministre l'a bien compris, lui qui n'a pas hésité à conclure une alliance avec le chef du Nouveau Parti démocratique, Jagmeet Singh, afin d'éviter une défaite en chambre sur une motion de censure avant la date butoir d'octobre 2025. L'option a beau être déplorable par les partis de l'opposition qui lui reprochent depuis assez longtemps de s'accrocher au pouvoir. On peut aussi penser qu'il n'avait pas le choix. Reste que c'est un coup de génie politique et une réponse sociale significative à l'électorat.

FAIRE REVIVRE LA SOCIAL-DÉMOCRATIE

Tandis que certains électeurs pourront lui reprocher de ne pas avoir réalisé la réforme électorale et certaines promesses en matière de réduction du déficit et de la taxation, que d'autres lui tiendront rigueur pour son passif de corruption ou ses lenteurs et ses hésitations dans l'application

des protocoles environnementaux, une bonne portion de la social-démocratie canadienne verra très certainement dans les régimes nationaux d'assurance médicament et de soins dentaires une approche très progressiste et audacieuse, qui sera sans doute très difficile à contourner pour son principal opposant, le chef conservateur Pierre Poilievre.

En réalité, ce contre quoi doit se battre Justin Trudeau s'il compte remporter la prochaine élection fédérale, ce n'est ni l'image d'un homme épuisé ni celle d'une réputation ternie, qui manque d'intégrité et de conviction. C'est davantage contre l'image d'un homme que des années de pouvoir politique peuvent détacher des réalités et des besoins des gens. D'où le lien avec l'énergie et la passion dont je parlais précédemment. Or, sur ce plan, me semble-t-il, Trudeau a fait ses preuves.

Quant à savoir comment une autre question sociale comme celle du logement pourrait dominer la prochaine campagne électorale, le moins qu'on puisse dire, c'est que l'opposition conservatrice n'est guère plus crédible, elle qui applique la causalité immigration/pénurie de logement. P. Poilievre a souvent fait valoir, par toutes sortes de *fakes news*, que le gouvernement Trudeau a «ouvert les vannes» aux demandeurs d'asile et aux étudiants étrangers qui se retrouveraient désormais à la rue, «vendus pour la prostitution, pour les gangs», faute de logements.

Pour finir, en matière de politique étrangère, le gouvernement Trudeau ne fait pas exception à la tradition canadienne défendant bec et ongles les droits et libertés. Bien que le premier ministre ait pu donner l'impression de ne pas avoir veillé à la souveraineté du Canada lors de la demande américaine d'arrestation de la directrice financière de l'opérateur téléphonique chinois Huawei, souvenons-nous que la malveillance de la Chine, les atteintes aux droits de la personne en Arabie Saoudite et en Russie, le nationalisme indien sont des sujets de sécurité nationale bien plus préoccupants. Quant à la position du gouvernement sur le conflit israélo-palestinien, elle tranche avec celle du Parti conservateur qui se range résolument dans le camp israélien.

Justin Trudeau est loin, très loin d'avoir dit son dernier mot. ▲



GLOSSAIRE

CHARISME

Autorité, fascination irrésistible, prestance

Étienne Haché
est philosophe
et professeur
de Lettres /
Philosophie.

ÉTIENNE HACHÉ
CHRONIQUEUR